

L'IPC-IG est un forum de dialogue international de haut niveau consacré aux politiques de développement novatrices. Il a pour vocation d'étendre les connaissances et capacités des pays en développement à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques propices à générer une croissance profitant à tous. Fondé en 2002, le Centre a démarré ses activités en 2004 et fournit depuis lors aux pays en développement des services et outils destinés à renforcer leurs capacités institutionnelles, y compris en matière de suivi et d'évaluation (S&E) de politiques publiques et de protection sociale. La démarche novatrice de l'IPC-IG repose sur trois piliers : [la production de connaissances](#), [le partage de connaissances](#) et [le renforcement des capacités](#).

L'IPC-IG est né d'un accord de partenariat entre le Gouvernement du Brésil et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il est également appuyé par l'Agence brésilienne de coopération (ABC), qui relève du ministère des Relations extérieures.

Projets menés en 2019

Entre janvier et septembre 2019, le Centre a mené vingt projets dans des pays tels que le Maroc, le Brésil, l'Afghanistan, les Maldives, le Népal, le Kenya et l'Égypte, en collaboration avec vingt-quatre partenaires : l'École nationale de formation et de perfectionnement des magistrats du travail du Brésil (ENAMAT, *Escola Nacional de Formação e Aperfeiçoamento de Magistrados do Trabalho*), l'Agence nationale de l'eau (ANA) du Brésil, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), l'*Environmental Defense Fund* (EDF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence française de développement (AFD), la *Fundación Espacio Público*, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Organisation internationale du travail (OIT), Nike, le Conseil de coopération inter-institutions pour la protection sociale (SPIAC-B) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Pendant cette période, le Centre a mené des projets visant à :

- Accroître la place de l'enfance dans la composante de S&E des programmes de transferts monétaires égyptiens Takaful et Karama ;
- Appuyer la production de connaissances et d'analyses de politiques de protection sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ;
- Assurer le suivi & l'évaluation des villages olympiques de Rio ;
- Élargir les perspectives des jeunes en situation de vulnérabilité en faisant entendre leur voix pour orienter les politiques ;
- Mener des études et formuler des propositions de mesures visant à progresser vers l'Objectif de développement durable (ODD) 6 : garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ;
- Étudier les défis auxquels s'est trouvé confronté le Brésil en 2018 et 2019 ;
- Évaluer l'impact des programmes *Pró-Semiárido* et *Dom Helder Câmara* (Phase II) ;
- Appuyer le ministre kényan du Travail et de la Protection sociale dans l'examen et la mise à jour de la Politique nationale de protection sociale (NSPP, *National Social Protection Policy*) et la tenue d'un dialogue entre le Gouvernement et les parties prenantes ;
- Aider le Gouvernement brésilien à comptabiliser les dépenses publiques de lutte contre le changement climatique ;
- Identifier les systèmes de protection sociale en milieu rural dont disposent les pays du Proche Orient et de l'Afrique du Nord et estimer leur couverture ;
- Fournir une assistance technique et des connaissances en matière de protection sociale au Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes ;
- Appuyer le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud dans le domaine de la protection sociale en Afghanistan, aux Maldives, au Népal et au Pakistan ;
- Consolider les politiques de protection sociale en place dans l'État brésilien de Bahia ;
- Élaborer une politique de protection sociale intégrée au Maroc ;
- Dresser une feuille de route pour l'économie rurale du Brésil au XIXe siècle en recherchant des synergies entre le développement durable, le développement agricole, la préservation et la régénération des forêts ;

- Promouvoir l'apprentissage et le partage de connaissances en matière de protection sociale à l'échelle mondiale ;
- Administrer la plateforme en ligne de partage de connaissances sur la protection sociale ;
- Élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités de la FAO et de ses partenaires à utiliser l'analyse de la pauvreté nationale pour progresser vers les ODD 1 et 2 et appuyer l'approche multisectorielle des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté ;
- Dispenser une troisième édition du cours en ligne TRANSFORM ;
- Dispenser une quatrième édition du cours en ligne TRANSFORM.

Quelques chiffres

Le Centre produit des recherches sur les politiques fondées sur des données probantes et les publie dans différents formats, du populaire *One Pager* à des formats plus techniques comme les *Working Papers* et les *Policy Research Briefs*, en passant par notre revue phare, le *Policy in Focus*. Nos publications sont mises en ligne chaque mois et téléchargeables gratuitement dans différentes langues, dont l'anglais, le portugais, le français, l'espagnol, le chinois, l'arabe, l'italien, le turc, le suédois et le bahasa (indonésien).

Entre janvier et septembre 2019, le Centre a produit 109 nouvelles publications. Depuis 2004, ses plus de 1 800 publications ont été téléchargées plus de 8,2 millions de fois dans 180 pays.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur notre [site internet](#) et consultez notre [Rapport d'activité 2019](#).



Note : L'IPC-IG est régi par un cadre institutionnel conforme à l'accord de 2009 publié dans le Journal officiel du Brésil (*Diário Oficial da União*), daté du 29 juillet 2009, pages 43-44.